

# A Madrid, la police interdit l'accès de la Puerta del Sol aux "indignés"

**Le Monde** | 05.08.11 | 16h42 • Mis à jour le 05.08.11 | 16h42

**MADRID, CORRESPONDANCE** - Les "indignés" ne sont plus les bienvenus sur la Puerta del Sol. Pour le troisième jour consécutif, la police espagnole s'est opposée, jeudi 4 août, au retour sur cette place du centre historique de Madrid de quelques centaines de manifestants qui prétendaient y accéder. Depuis mardi, ce qui avait été l'épicentre du mouvement des "indignados", transformé pendant près d'un mois en un grand campement en mai et juin, est bouclé par des dizaines de policiers, protégé par des barrières de sécurité. Les quelques campeurs qui étaient restés sur la Puerta del Sol après la levée du camp, le 12 juin, ont été délogés mardi à l'aube par la police. Depuis, le cœur historique, touristique et commercial de Madrid n'est plus ouvert qu'aux policiers, aux journalistes et aux résidents.

Sur la place, jeudi, la vendeuse d'un des kiosques à journaux, qui n'a *"jamais vu ça en trente-huit ans de carrière"*, est restée aux premières loges, malgré l'absence de clients, jeudi, pour observer le jeu du chat et de la souris auquel se sont livrés la police et le millier de manifestants pour tenter de reconquérir l'esplanade symbolique. De guerre lasse, ces derniers ont décidé plus tard de parcourir le centre de la ville. La police a chargé vers 23 heures, lorsque plusieurs centaines de manifestants se trouvaient devant le ministère de l'intérieur, faisant plusieurs blessés.

Après avoir toléré pendant de longues semaines le campement et même l'édification d'un cabanon destiné à servir de point d'information après le départ des indignés, le ministère de l'intérieur et la mairie ont nettoyé la place en quelques heures, mardi. Pourquoi maintenant ? *"Attention, le Pape arrive"*, ironisent les manifestants. Pour eux, il ne fait aucun doute que le gouvernement prépare l'arrivée des plus de 400 000 jeunes catholiques qui participeront, entre le 16 et le 21 août, aux Journées mondiales de la jeunesse et à la visite de Benoît XVI.

Les commerçants de la zone aussi se plaignaient depuis des semaines de la présence des campeurs, rejoints par des sans-abri. Le Parti populaire (PP, droite) leur a offert jeudi son soutien. À la délégation madrilène du ministère de l'intérieur, on explique qu'il s'agit de *"garantir la sécurité des citoyens"*.

## Indignation des policiers

L'opération déclenche cependant l'indignation dans les rangs des policiers. *"On ne peut pas tout à coup, après avoir autorisé (l'installation d')un campement-bidonville, couper la libre circulation sur la place en déviant les autobus, en fermant le métro et en bouclant la zone comme si c'était le Congrès des députés le 23 février (date de la tentative de coup d'État de 1981)",* dénonce le SUP, le syndicat majoritaire chez les policiers.

Déjà en précampagne pour les élections législatives du 20 novembre, Alfredo Perez Rubalcaba, le candidat socialiste à la succession de José Luis Rodriguez Zapatero, qui était ministre de l'intérieur jusqu'à la mi-juillet, a fait un geste en direction du mouvement. *"Nous parions sur un accord pour que le 15-M (le mouvement des indignés) puisse avoir un point d'information",* a-t-il écrit sur Twitter.

Tout en soutenant, mais à distance, les campeurs, la plate-forme Democracia Real Ya, à l'origine du mouvement, travaille à la préparation d'une manifestation internationale le 15 octobre.

Article paru dans l'édition du 06.08.11